

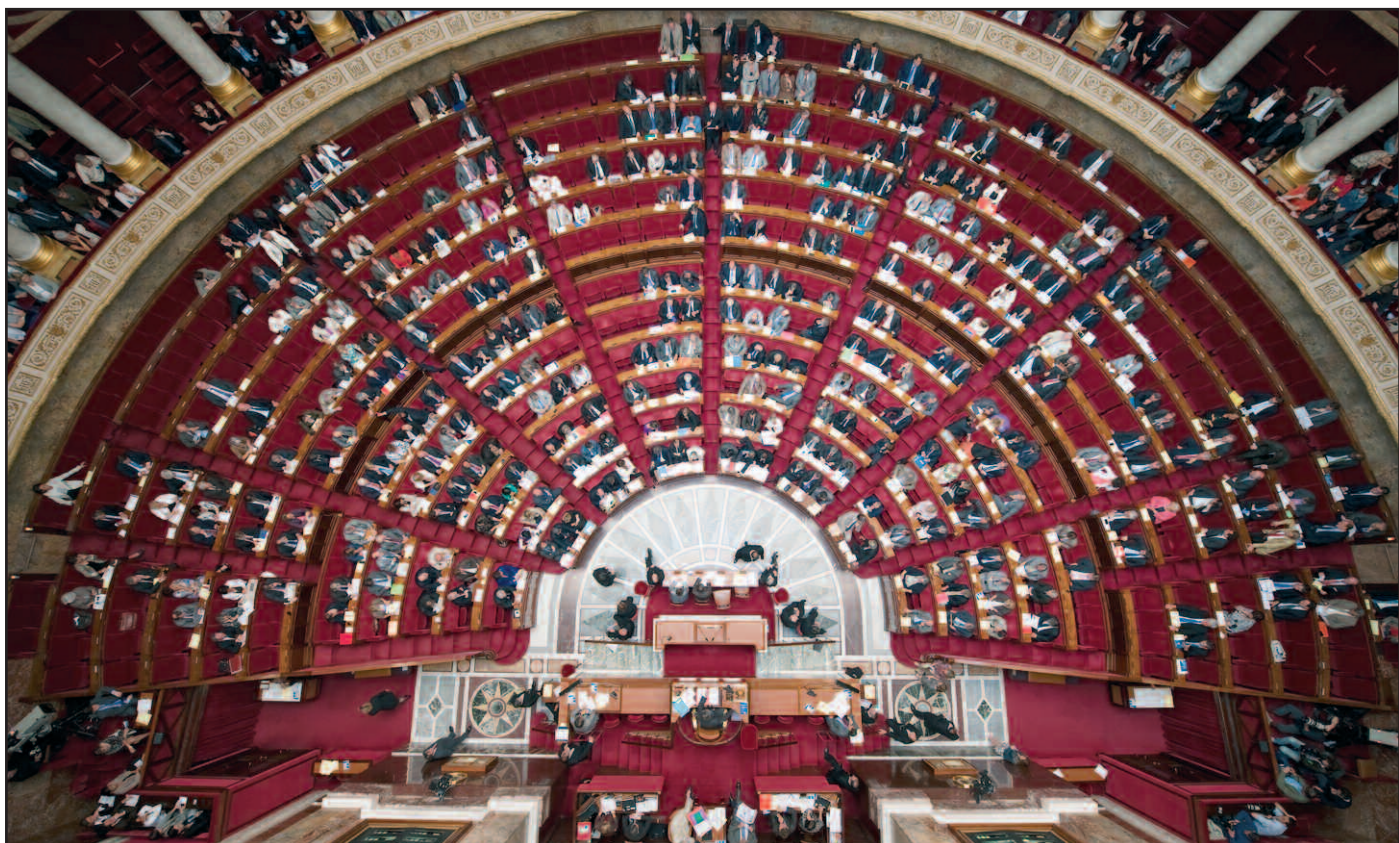
Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.965

Dans 4 jours, les députés voteront pour ou contre la confiance au gouvernement

Austérité confirmée : aucun espoir pour les Réunionnais



Le 16 septembre, les députés devront donner leur position sur la politique du gouvernement.

Hier jeudi, Manuel Valls a réuni tous les ministres à Matignon dans la perspective du vote de la confiance le 16 septembre à l'Assemblée nationale. A la sortie de la réunion, il a décliné les orientations sur lesquelles les députés voteront mardi prochain. Désormais, les 7 députés réunionnais sont fixés sur le contenu. Par ailleurs, le Premier ministre a rencontré les journalistes pour confirmer que la France ne tiendra pas ses engagements de réduction de déficit. Ses engagements ont été pris avec l'Union européenne, mais c'est la cheffe du gouvernement allemand que rencontrera le Premier ministre pour expliquer les choix de la France...

Le 21 août, date de la venue de François Hollande à La Réunion, Manuel Valls avait rassemblé les ministres et secrétaires d'Etat à Matignon. Le lendemain, Arnaud Montebourg publiait dans «le Monde» une tribune libre affichant ses divergences avec le président de la République. Puis il allait encore plus loin dans la critique 72 heures plus tard. Cette séquence allait déboucher par la démission de l'ensemble du gouvernement et une recomposition visant à valider l'orientation social-libérale prise par François Hollande. Hier jeudi, même format de réunion mais Manuel Valls a fait dès la sortie un compte-rendu à la presse. En voici la traduction officielle par le site du gouvernement:

Compte rendu du gouvernement

«Manuel Valls a ainsi annoncé qu'il prononcera mardi 16 septembre «un discours de rassemblement, un discours de confiance, mais aussi, pardon de le dire dans ce moment-là, d'optimisme, dans tout cas les capacités qui sont les nôtres, la fierté d'être Français».

Manuel Valls s'est dit «marqué et choqué bien sûr par les événements qui, au fond, tirent le débat public vers le bas», mais il déplore un «France bashing» devenu «insupportable». «La France, je ne cesse de le répéter, est un très grand pays» a-t-il déclaré devant la presse. Le pays «compte sur le plan économique, nous sommes la cinquième puissance économique mondiale, la deuxième en Europe».

Pour autant il faut «être lucide sur nos difficultés», «celles que la France et surtout les Français éprouvent, ceux qui sont au chômage, ceux qui sont dans la précarité, ceux qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois, qui n'arrivent pas à payer leur loyer». Mais le Gouvernement maintient le cap, «celui du sérieux budgétaire, (...) du refus de l'austérité, par la priorité que nous donnons à l'école, à la sécurité, à la justice, à la recherche et à l'université». «Nous faisons des choix, sérieux, pour préparer l'avenir» a affirmé Manuel Valls.

«50 milliards d'économies ça n'a jamais été fait, je veux le dire à nos compatriotes», a poursuivi Manuel Valls. «50 milliards pour diminuer la dépense publique en faisant des économies pour l'Etat, pour les collectivités territoriales – tout en préservant

leur investissement – et pour l'Assurance maladie» a-t-il précisé. *Des dépenses publiques maîtrisées pour réduire le déficit public mais sans avancer «à marche forcée». «Faire 3% en 2015 ça serait, oui, rentrer dans une politique d'austérité et mettre en cause – comme le propose d'ailleurs l'opposition – mettre en cause notre pacte républicain» a expliqué le Premier ministre, rappelant que seront maintenues les créations de postes d'enseignants, de policiers, dans le domaine de la justice, des prisons, ou encore à Pôle emploi. «Bref, ce n'est pas une politique d'austérité, c'est une politique sérieuse mais nous avons réévalué évidemment le niveau de déficit, c'est un choix que nous assumons – dans un dialogue avec l'Europe.»*

«Il faut s'engager pour la création de l'emploi, pour la préservation de l'emploi, pour l'investissement, chacun doit contribuer à l'effort» a affirmé Manuel Valls, évoquant la première réunion avec les branches professionnelles sur les contreparties au Pacte de responsabilité et de solidarité qu'il juge «positive».

Le Pacte, ce sont notamment «40 milliards pour soutenir les entreprises, pas pour faire des cadeaux aux entreprises, mais pour les salariés parce que l'entreprise, ce sont des entrepreneurs, des actionnaires, mais ce sont aussi des salariés». «C'est un effort majeur que la nation consent, donc chacun attend évidemment des résultats» a reconnu le Premier ministre, «et ces résultats, c'est la croissance, l'investissement pour les entreprises et bien sûr l'emploi et l'emploi des jeunes».

A 5 jours du vote de la confiance au gouvernement, le Premier ministre a donc confirmé deux points.

Confirmation de l'austérité

Le premier, c'est la feuille de route. Aucune illusion à se faire, ce sera la même politique qu'avant le remaniement. Le gouvernement prévoit des coupes dans les services de l'Etat, dans les subventions versées aux collectivités et dans l'assurance maladie. Au total, ce seront donc 50 milliards de moins. Dans le même temps, ce sera l'application du Pacte de responsabilité et des 40 milliards offerts aux entreprises. Manifestement, le Premier ministre semble

officiellement bien optimiste sur les contreparties sociales concédées par les patrons. Lors des premières rencontres avec les syndicats, ces derniers ont déploré l'intransigeance patronale. Les bénéficiaires des 40 milliards ne veulent donner aucune garantie.

C'est la même politique qu'avant le remaniement et elle se situe dans la droite ligne de celle menée depuis 2012. L'immense majorité des Réunionnais n'a donc rien à en attendre, si ce n'est des difficultés supplémentaires.

Les députés savent donc à quoi s'en tenir.

Et les planteurs ?

Second point: les 50 milliards d'économies ne suffiront pas à maintenir le déficit public en dessous de 3% en 2015. Le Premier ministre confirme donc bien que la France ne tiendra pas les engagements pris devant l'Union européenne. Cette dernière a donné deux fois un an de délai supplémentaire au gouvernement pour être dans les clous.

Faute de respecter cette promesse, le gouvernement expose La Réunion au risque de suspension des fonds européens.

Lors de sa rencontre avec les journalistes, le Premier ministre a annoncé qu'il se rendra en Allemagne, à la rencontre de la chancelière fédérale Angela Merkel pour lui expliquer les choix économiques du gouvernement. Puisque la promesse a été faite à l'Union européenne, le procédé est curieux. Pourquoi ne rencontre-t-il pas les 26 autres chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne pour discuter de ce même sujet?

Pas de respect des engagements et tentative de régler le problème avec un partenaire privilégié... A l'heure où les planteurs ont besoin que le gouvernement français arrive à convaincre l'Europe de laisser Paris verser 128 millions d'euros par an à la filière en contradiction avec les règles de l'OMC, cette série de décisions interroge. Est-ce la manière la plus efficace de se donner toutes les chances de réussir une difficile négociation?

Édito

Cuba pratique avec succès les greffes de cellules souches depuis dix ans

Nous empruntons cet article à Granma, le journal du PCC (Parti Communiste de Cuba). Ce pays est soumis à un embargo sévère imposé par les Etats-Unis depuis un demi siècle. Malgré cet acte criminel, le peuple cubain lutte pour une médecine de qualité, reconnue par l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Ainsi, nous apprenons que « Plus de 6 000 patients ont bénéficié de greffes de cellules souches. Les spécialités d'angiologie et d'orthopédie, ainsi que de traumatologie, enregistrent le plus grand nombre de patients traités, avec 3 126 et 2 747 cas respectivement ». Au terme du premier semestre de l'année 2014, 14 provinces du pays appliquent ce traitement utilisé pour la première fois à Cuba en février 2004.

Le Dr ès sciences Porfirio Hernandez, vice-directeur de recherches de l'Institut d'hématologie et d'immunologie a qualifié d'avancée prometteuse l'utilisation de la thérapie cellulaire chez des patients souffrant d'insuffisance artérielle grave des membres inférieurs, un procédé qui permet d'éviter l'amputation sur une échelle allant de 58 à 80% des cas. Par ailleurs, grâce à cette technique, les personnes souffrant d'insuffisance artérielle chronique des membres inférieurs et qui devaient arrêter la marche à cause d'une douleur intense ont montré une amélioration notable d'environ 85%, certains ayant même réussi à marcher sur un kilomètre sans ressentir la moindre douleur. Des résultats encourageant ont également été enregistrés dans le traitement des kystes osseux, des fractures osseuses complexes, la pseudo arthrite, la nécrose aseptique de la hanche, les lésions arti-

culaires dégénératives, notamment du genou, la périodontite, la paraplégie due à des traumatismes de la colonne vertébrale ou à une lésion de la moelle épinière, l'infarctus du myocarde, les lésions neurologiques chroniques associées à des séquelles d'infarctus cérébraux, ainsi que des patients atteints de dystrophie musculaire de Duchenne, et d'ostéogénèse imparfaite.

Alors que dans nombres de grands pays occidentaux nous sommes encore à des cas expérimentaux, Cuba pratique cette médecine de pointe, avec succès, depuis une décennie.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Pacte de responsabilité

Les contreparties se font attendre

Le ministre du travail, François Rebsamen, a réuni mercredi 10 septembre, les représentants de 50 branches professionnelles afin de faire le point sur les négociations autour du Pacte de responsabilité. Les syndicats réitèrent leurs accusations contre le patronat qui ne donne aucune contrepartie, notamment en terme de créations d'emploi.



Le Premier ministre avait fait un triomphe devant l'assemblée du MEDEF. Difficile de croire que le patronat va maintenant faire des concessions aux syndicats.

Le ton est donné. «Le patronat fait preuve de mauvaise volonté pour mettre en place les négociations dans les branches professionnelles alors qu'il s'agit de son engagement pour le Pacte de responsabilité. Il est d'accord pour bénéficier des baisses de charges mais pas pour dire ce qu'il en fait», a assuré Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC, syndicat proche de la majorité présidentielle.

**28 branches
sur 50 seulement**

François Rebsamen a reçu les représentants des principales 50 branches professionnelles, qui représentent près de 1,7 million de salariés, afin de faire le bilan sur les engagements pris par les entreprises en contrepartie des 41 milliards d'euros d'aides publiques, dans le cadre du Pacte de responsabilité et CICE. Deux dispositifs qui pèsent sur le chiffre de la croissance du pays, comme l'a annoncé Michel Sapin, ministre de l'économie. Transport routier, pharmacie, transport aérien, BTP, banque, publicité, les branches professionnelles tardent

à lancer les négociations destinées à définir l'utilisation des aides comme l'amélioration de l'emploi, l'investissement, l'apprentissage, la formation pour les emplois non pourvus et la création d'emploi à proprement parlé. Selon le Medef, il n'y aurait aucun retard, car «cela a été relativement vite». Ce dernier a estimé à une vingtaine d'entreprise ayant lancé des négociations qui devraient aboutir d'ici fin octobre. L'organisme a assuré que 47 branches représentant plus de 10 millions de salariés sont «mobilisées». Cependant, la CFDT a estimé que 28 des 50 branches n'ont pas entamé les négociations, se contentant d'un simple état des lieux: «Ça ne va pas assez vite. On attend maintenant du ministre qu'il tape sur la table.»

La contestation continue

La CFDT, syndicat signataire du Pacte de responsabilité, a regretté l'absence de vraie dynamique dans des branches qui en sont «encore à des questions de méthodologie et de calendrier mais ne sont pas entrées

dans le vif du sujet.»

Pour Régis Dos Santos, président de la fédération CFE-CGC des banques, «quand je vois que la banque est décrite comme ayant déjà largement engagé les discussions, je bondis. On a eu une réunion fin mai, une deuxième en juillet et une troisième en septembre, mais on n'a aucun engagement concret». Alors que «quand on voit que dans une branche comme la nôtre, où les marges sont quand même peu dégradées, on a reçu 135 millions d'euros de Crédit d'impôts compétitivité emploi cette année pour très peu de contreparties, on se dit qu'on est face à un très bel effet d'aubaine», s'est indigné ce dernier.

Même constat pour Dejan Terglav, patron de la FGTA Force ouvrière, en charge des secteurs de la grande distribution, de la restauration ou encore de la coiffure: «Je n'ai pas un seul exemple où il se passe quelque chose de concret». Ce dernier a assuré que «les patrons font des réunions pour nous dire qu'ils vont faire un état des lieux mais ils nous disent qu'ils ne pourront rien donner».

Céline Tabou

Les Etats-Unis veulent bombarder en Syrie

Barack Obama en guerre contre l'Etat islamique

Le président américain Barack Obama a annoncé mercredi 10 septembre, qu'il était prêt à autoriser des frappes aériennes en Syrie contre l'Etat islamique. Ce dernier prévoit un long combat contre les jihadistes ultra-radicaux. Cette décision est prise sans demander l'avis de la Syrie.



Barack Obama a présenté une nouvelle offensive dans le Moyen-Orient.

A la veille du 13ème anniversaire des attentats du 11-septembre, le président américain a réuni à la Maison Blanche son Conseil de sécurité nationale et des hauts responsables de l'armée et du renseignement, afin de marquer la décision de son administration de mener une guerre «implacable» car «je n'hésiterai pas à agir contre l'EI en Syrie, comme en Irak», a-t-il précisé.

«Détruire l'EI»

Peu avant son allocution, Barack Obama avait prit contact avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite, afin d'échanger sur la mobilisation de l'Alliance, faite lors du sommet de l'OTAN, contre les jihadistes sunnites qui veulent établir un «califat» entre l'Irak et la Syrie. «Ce soir, le président expliquera comment les Etats-Unis mettront en place une stratégie globale pour affaiblir et, à terme, détruire l'EI», a indiqué un responsable américain sous couvert d'anonymat à l'Agence France Presse. Ce dernier avait d'ailleurs évoqué qu'en plus de s'attaquer aux forces de l'EI sur le terrain, l'armée américaine devrait s'attaquer à ses alliés. Les attaques seraient faite par des frappes aériennes contre les combat-

tants de l'EI en Syrie, comme c'est le cas actuellement en Irak avec plus de 150 frappes américaines depuis le début du mois d'août. Malgré cette volonté militaire d'attaquer l'EI, sur le plan diplomatique, Barack Obama a désormais un ennemi commun avec le président syrien bachar al-Assad.

Raison pour laquelle, lors de sa conversation téléphonique avec le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, les deux hommes se sont accordés sur l'élévation de l'entraînement et l'équipement de l'opposition syrienne modérée. Selon la Maison Blanche, les deux dirigeants ont jugé qu'une opposition syrienne plus forte était «essentielle pour faire face aux extrémistes tels que l'EI ainsi qu'au régime Assad qui a perdu toute légitimité».

Lors de son intervention, le président américain a assuré, «je n'hésiterai pas à agir contre l'EI en Syrie, comme en Irak», car «notre objectif est clair: nous affaiblirons, et, à terme, détruirons l'EI». Ce dernier a estimé que les jihadistes sunnites étaient responsables de la décapitation des deux journalistes américains, affirmant qu'ils appartenaient à «une organisation terroriste qui n'a d'autre vision que le massacre de tous ceux qui s'opposent à elle».

Il est à noter que les USA s'apprentent à bombarder en Syrie sans que le gou-

vernement syrien n'ait donné son accord alors que la Syrie est un état souverain siégeant à l'ONU.

Envoi de 475 conseillers

Excluant le déploiement de troupe sur le sol syrien, Barack Obama a annoncé l'envoi de 475 conseillers militaires supplémentaires en Irak pour soutenir les forces kurdes et irakiennes en matière d'équipement, de formation et de renseignement. Dans son discours, le président américain a appelé le Congrès à débloquer des fonds pour «équiper et entraîner les rebelles syriens. Contrairement à ses engagements de cesser une «décennie de guerre», Barack Obama a assuré que cette campagne étaient menées suite à celles contre les islamistes au Yémen ou en Somalie et serait fondamentalement «différente» des guerres en Afghanistan et Irak, initiées par son prédécesseur, George W. Bush, a relevé l'AFP. Rassuré par la coalition faite avec ces pays de l'OTAN, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a assuré que «notre coalition internationale réussira à éliminer la menace en Irak, dans la région et dans le monde», quelques heures avant l'allocution de Barack Obama. De peur d'être isolé, comme l'administration Bush l'avait été lors de la guerre en Irak, le gouvernement de Barack Obama veut obtenir le soutien des monarchies du Golfe qui ont dénoncé l'EI, dont les activités pourraient remettre en cause leur stabilité. Suite au discours de Barack Obama, l'opposition syrienne a favorablement accueilli cette stratégie, appelant à agir aussi contre le régime du président Bachar al-Assad. Dans un communiqué, la coalition de l'opposition a apporté son soutien au plan d'action des américains, et souligné avoir «durant longtemps réclamé une telle action (contre l'EI) et mis en garde contre la menace grandissante de ce groupe extrémiste».

Pour sa part, l'armée syrienne libre a assuré qu'elle «peut réussir mais a besoin d'aide pour devenir une force crédible et bien équipée». avec lui. De leurs côtés, les autorités iraniennes ont exprimé leurs doutes sur le sérieux et la sincérité de cette coalition pour s'attaquer aux vraies causes du terrorisme. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a accusé certains pays de la coalition d'avoir fourni un soutien financier aux jihadistes, alors que d'autres espèrent apporter des changements politiques en Irak et en Syrie pour leurs propres intérêts, a indiqué l'AFP.

Tribune libre d'Eugène Rousse

Le traitement des fonctionnaires à La Réunion

Le dossier «fonction publique» à La Réunion étant actuellement ouvert, un rappel de l'évolution de la situation des fonctionnaires en poste dans l'île au cours des dernières décennies paraît devoir s'imposer.

Jusqu'en 1947, les fonctionnaires exerçant à La Réunion appartiennent à deux cadres : le cadre local et le cadre général. Les fonctionnaires du cadre général, très peu nombreux, sont nommés par le ministre des Colonies, qui les met à la disposition du chef de la colonie. Leur solde de base est fixée par décret. Ils ont droit à des avantages non négligeables, tel le voyage en 1ère classe à bord des paquebots lors des congés en France.

Les fonctionnaires du cadre local sont nommés par le gouverneur. Ils ont droit à une solde de base alignée sur celle de leurs homologues exerçant en France. En compensation du coût de la vie particulièrement élevé dans l'île à cette époque, ils bénéficient, à compter de 1930, du supplément colonial de 25% institué le 3 juillet 1930. Mais leur pouvoir d'achat reste faible en raison surtout d'une fiscalité écrasante. En 1944 par exemple, les abattements à la base pour l'impôt sur le revenu sont de 12.000 francs à La Réunion contre 40.000 francs en France. En outre, à La Réunion, les allocations familiales sont soumises à l'impôt et les traitements sont restés bloqués pendant la durée de la guerre, alors que les prix ont triplé au cours de cette période.

Est-il besoin de dire que les fonctionnaires — comme les autres catégories de salariés — sont au bord de l'asphyxie lorsque s'achève la seconde guerre mondiale ? La paix revenue, ils se mettent tout naturellement à rêver d'une vie meilleure. Leurs espoirs seront hélas déçus.

L'arrêté n° 1732F du gouverneur Capagorry, en date du 10 novembre 1945 met fin au supplément colonial institué 15 ans plus tôt. L'alignement sur les traitements métropolitains n'apporte pas la bouffée d'oxygène tant attendue, en raison de la non extension à La Réunion du code général

métropolitain en matière d'impôts et taxes assimilés et de la hausse vertigineuse du coût de la vie.

Le bilan décevant de l'intégration

L'intégration dans les cadres métropolitains, consécutive au vote de la loi du 19 mars 1946 érigeant les vieilles colonies en départements français semble être alors la seule planche de salut à laquelle doivent se raccrocher les fonctionnaires. En fait, il leur faudra mener de durs combats pour sortir la tête de l'eau.

Il convient en tout premier lieu de préciser que l'intégration qui intervient le 1er janvier 1948 ne vise ni les auxiliaires ni les agents contractuels des DOM, qui sont très nombreux et très mal payés. Dans l'enseignement du 1er degré par exemple, on ne compte à La Réunion que 379 titulaires et presque autant d'auxiliaires, dont le recrutement s'effectue en général au même niveau que les titulaires. L'intégration ne fait donc qu'accentuer les divisions entre fonctionnaires d'un même corps. Ce, d'autant que les auxiliaires se voient refuser le statut et le régime des rémunérations des auxiliaires de métropole.

L'introduction du Franc CFA

Il faut ajouter que l'introduction à La Réunion le 1er janvier 1946 du Franc des Colonies Françaises d'Afrique (Franc CFA) — qui vaut 1,70 franc jusqu'au 1er octobre 1948 et 2 francs à compter de cette date — fournit au gouvernement l'occasion de réduire

le plus possible les rémunérations dues aux fonctionnaires du cadre local intégrés dans les cadres métropolitains.

Le décret n° 48-637 du 31 mars 1948, fixant le régime de rémunérations et les avantages accessoires des personnels de l'État (dont font partie les fonctionnaires intégrés) en service dans les DOM, n'améliore pas sensiblement la situation de ces derniers, en raison de la conversion en CFA de trop nombreux éléments de leur rémunération.

Ainsi, la solde de base et le complément provisoire de traitement — constitué notamment de l'indemnité de cherté de vie — sont payés en contre-valeur en franc CFA. En monnaie locale, le fonctionnaire réunionnais est donc moins bien rémunéré que son homologue métropolitain, alors qu'il est officiellement admis que le pouvoir d'achat du franc CFA est inférieur à celui du franc métropolitain.

C'est pour protester contre le traitement infligé tant aux titulaires qu'aux auxiliaires qu'une grève — suivie par la totalité des fonctionnaires — éclate le mardi 18 mai 1948. Une grève qui a l'appui de toute l'opinion. «Première grève de cette importance à La Réunion», souligne le journal «Le Peuple», qui ajoute : «la cause des fonctionnaires est juste».

Le ministre des Finances de l'époque, Robert Schumann, n'entend toutefois faire aucune concession. Il estime qu'«une amélioration trop sensible pouvant résulter pour le personnel d'Outre-Mer d'une extension pure et simple du régime métropolitain exercerait sur les salaires locaux du secteur privé une répercussion néfaste».

(A suivre)

Eugène Rousse

«L'intégration qui intervient le 1er janvier 1948 ne vise ni les auxiliaires ni les agents contractuels des DOM, qui sont très nombreux et très mal payés. Dans l'enseignement du 1er degré par exemple, on ne compte à La Réunion que 379 titulaires et presque autant d'auxiliaires, dont le recrutement s'effectue en général au même niveau que les titulaires»

Billet philosophique

Kosa nou di nout zènèss ?

La revue "Penser l'éducation" est «une revue scientifique internationale qui croise la philosophie de l'éducation et l'histoire des idées pédagogiques». Elle souligne que «penser l'éducation n'est pas un titre anodin, il porte une injonction et une promesse: en ces temps de mutation, il s'agit de (re)penser l'éducation, dans ses principes, ses finalités, ses valeurs, ses pratiques et leurs conséquences». Voilà qui nous incite à revenir sur le sujet abordé il y a une semaine dans cette chronique sur le rôle du système éducatif à La Réunion à partir d'un événement d'actualité.



Plusieurs jeunes ont participé à la table-ronde de samedi dernier au Port sur ce que nous devons dire à la jeunesse réunionnaise.

«Que dire aux jeunes en 2014 ?». Cette question a fait l'objet d'échanges très intéressants au Port samedi dernier au Marché des Associations lors d'une table-ronde animée par Mario Serviabile, inspecteur de Jeunesse et Sports, militant de l'éducation populaire et responsable de l'organisation ARS Terres Créoles. Ce débat s'inscrivait dans le cadre d'un rappel très important de l'œuvre du philosophe, journaliste et militant politique Jean Jaurès, assassiné il y a cent ans pour son refus de la guerre et pour son nouveau discours à la jeunesse sur la question sociale de l'émancipation ouvrière.

De nombreuses propositions

Selon Mario Serviabile, «à la question sociale, Jaurès apportait trois réponses: l'éducation populaire centrée sur l'école, la démarche coopérative dans le champ économique et l'accès des enfants d'ouvriers à la "haute culture". Pour mettre en œuvre ces réponses, Jaurès choisit de s'appuyer sur la Jeunesse, comme levier de la transformation sociale». Et Mario Serviabile pose cette question essentielle que devrait se poser le système éducatif : «La responsabilité de la génération actuelle n'est-elle pas

de donner les clés des portes de l'avenir à la jeunesse ?»

Au cours de cette table-ronde, de nombreuses propositions ont été émises sur les messages à transmettre à la jeunesse réunionnaise; en particulier, plusieurs personnes ont exprimé le vœu que «l'on étudie les relations entre les adultes et les jeunes» afin que ces derniers «aient confiance en eux» et qu'ils «soient guidés vers un avenir meilleur». D'autres participants ont souligné l'importance de «donner davantage la parole aux jeunes» et d'«appeler ceux-ci à s'exprimer le plus possible afin qu'ils disent ce qui ne va pas dans notre société et comment la transformer», tout en les invitant «à prendre davantage leur place dans notre vivre ensemble».

«Domin sé zot i doi komann zot péi»

Parmi les appels à lancer aux jeunes réunionnais, à noter également : «soyez conscients que vous êtes le potentiel de l'avenir»; «le système éducatif capitaliste qui domine le pays ne prépare par les jeunes à prendre en mains leur avenir; ils doivent donc se battre pour faire respecter leur droit à la formation, au travail et au pouvoir

de décision, en sachant que si l'on ne se bat pas on ne gagne pas».

Plusieurs jeunes ont pris part à ces échanges et l'un d'eux a dénoncé le fait que «dans le système actuel, il y a des réponses aberrantes aux besoins des jeunes réunionnais et ils n'ont pas de pouvoir de décision»; d'où cet appel d'un jeune animateur professionnel aux jeunes : «donnez-vous les moyens de réussir»; et cet autre appel d'un jeune animateur de quartier : «renforçons la lutte pour faire reconnaître et respecter notre identité réunionnaise».

Nous citerons enfin une autre proposition d'appel à la jeunesse réunionnaise : «prenez conscience que demain c'est vous qui devez diriger votre pays de façon libre et responsable; préparez-vous donc à assumer vos responsabilités et votre pouvoir de décision dans tous les domaines qui concernent le peuple réunionnais afin de construire une société harmonieuse; domin sé zot i doi komann zot péi». Ala kosa i fo nou di nout zènèss...

Roger Orlu

(*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

Z'orèy koshon dann marmit pwa

Mi èm azot. Sak i travay dir, shomèr, sak i mèt soulié verni, ou sinonsa sak i anfil savat gouni, bann plantèr, z'ouvrié, sak nana, sak lé oki, mèm si i di: « boug oki na pwin d'fré-kantasyon » é pi lokisité la pa in vis. Mi èm l'antropriz, sindikat, travayèr osi mi èm. Sak i port linèt, sak nana lo dan, sak la pwin. Zistoman pou lo dan, mi koné in madanm navé pi lo dan dan sou boush ou plito té rèt a li inn, bana té i di, i rèt madanm la in dan pou bwar kafé. Koseman la lé krièl. Fransh vérité, té pa pou méprizé té zis pou kas lé kui, pou fé ri lo boush. Zistoman. Banna la tonm si paletto lo prézidan ek koseman lo dan. Li lé pri dan la kol jak soso ek sa. Li sobat, li esplik, li lé mayé, pétèt li osi, li la di sa pou fé ri. Zot la konpri mi èm domoun Mé mwin nana in fèb pou mon bann, inn ti panshan pou ti kolon, in proférans dizon pou maléré. Lo prézidan i di: « fo pa oublié ou ti sort, sé la mèm ti tyin ton rasin ton rézon de vi ». Mi di konm sa osi mwin. A zot?

In ot boug osi lé dan la kol jak an frans. In minis. In minis dé nout républik konm i di, li la oubli déklar son z'inpo. Dopu trwazan, katran mèm li pèy pa z'inpo, li la oubli pèy son loyé, son bann z'amand osi, tousala i fé bokou, sé in boug si zot i vé, sé konm la shanson « zé la mémwar ki flansh » mé ryink pou z'afèr larzan é soleman pou langé. Mwin mi kroi si son mémwar lé fay vodrémié li lé pi minis. Ala in boug i fé la lwa, li respèk pa, li fé l'ogmantasyon z'inpo pou nou é li li pèy pa, li na toupé foutor. Sé pa promié fwa i ariv sa, rapèl a zot in ot minis té parèy mi di pa lo non, té i di pa nou tout, la ral a nou kari sou dri ziska tan la bat a li déor osi. Isi osi, pétèt nana lamadou. Mi sort lir dann in zournal in boug sora obligé démissioné avan d'komansé. Son bann dalon la tay in kostim pou li é banna i di, sir-mézir, ryink pou li. Soleman li i gyin rant dodan. Mé la pa tienbo dobout, konm i di, la déshiré an rout, zot i vyin romarké ké lo kostim lé tro gran pou li, lo mansh droit i dépas é lo mansh gosh lé tro court é dikou pétèt i trouv pi domoun pou pèyé. Mézami. Tout fason, konm di l'istwar: In méday na touzour son rovèr.

Nana i di nout républik lé abimé, ki pé pi kontinié komsa, ké nou lé o bou ek tousala z'afèr. Tou lé zour ni antann, nou lé finn prèsk abitié, banna i coup, i ash, i transh tansantan i domand a nou, nout lavi, mé i tienbo pa kont. Mèm dé foi ni fé dé proposisyon osi, Z'afèr i tienbo dobou, z'afèr sérié pa konm z'afèr kostim, pou avans dovan, pou nou èt akter, pou mèt nout péi an l'èr. Zot i fé zorèy koshon dann marmit pwa.

Justin